

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 28 novembre 2016

## ***Face au concours du candidat le plus réactionnaire, faire entendre la voix du monde du travail***

François Fillon a donc emporté la primaire de droite. Ce politicien bourgeois, pas tout neuf et bien conservateur, se verrait en Thatcher français, prêt à sabrer les services publics pour offrir des baisses d'impôt aux plus riches, à s'attaquer au droit du travail pour permettre la libre exploitation des travailleurs par un patronat toujours plus avide de profits.

Ces primaires sont apparues comme le concours de celui qui ira le plus loin dans les attaques contre les travailleurs et les plus pauvres. Sarkozy parlait de reculer la retraite à 64 ans, Fillon à 65 ans. Juppé parlait de 300 000 suppressions d'emplois publics, Fillon monte à 500 000. Fillon veut faire travailler les agents publics 39 heures... payées 37, prenant exemple sur Smart. Il voudrait généraliser de telles attaques dans tous les secteurs en mettant fin à la limitation du temps de travail, qui serait régulé uniquement par les accords d'entreprise et donc soumis aux chantages à l'emploi, avec pour seule limite les 48 heures fixées par l'Europe. Fillon défend la politique des patrons, sans masque. Un pas de plus dans le programme que le gouvernement dit socialiste a commencé à appliquer depuis 2012.

### ***Leur alternance, c'est la continuité... en pire***

Hollande s'en était déjà pris aux retraites, ajoutant une couche aux réformes précédentes (dont celle de Fillon lui-même en 2003) en allongeant à 43 ans le nombre d'années de cotisation nécessaires pour une pension à taux plein. Avec sa loi El Khomri, il a permis aux accords d'entreprise de déroger au code du travail et facilité les licenciements. Il a démantelé le camp de Calais et organise les expulsions et la chasse aux migrants. Les propositions de Fillon s'inscrivent dans la continuité, en poussant les attaques plus en avant. À gauche, à droite ou à l'extrême droite, les candidats, qu'ils soient du sérail ou outsiders, sont tous des adversaires des classes populaires et proposent un programme similaire au service du patronat.

Espérant faire pendant à la primaire de droite, Valls a annoncé sa possible candidature à celle de la gauche. Il prétend vouloir « *casser cette mécanique qui conduirait à la défaite* ». Mais qui est responsable du dégoût des classes populaires pour cette gauche au service du patronat ?

### ***Le nationalisme de Mélenchon, une impasse***

Se prétendant plus à gauche, Mélenchon ne peut s'empêcher de tenter de chasser aussi sur les terres de Marine Le Pen en multipliant les discours nationalistes, en défendant les frontières contre les migrants, en stigmatisant les travailleurs détachés et rugissant contre l'Allemagne, plutôt que contre le patronat bien français qui exploite les travailleurs dans le monde entier. Et voilà que le PCF, certes à une courte majorité, vient de décider de se mettre à la traîne de ce démagogue carriériste. Ce n'est pas de chauvinisme dont les travailleurs ont besoin, mais d'un programme de lutte, dans l'unité entre français et étrangers, pour construire un autre rapport de force.

### ***Et si le monde du travail imposait sa propre surprise ?***

Face à la profusion de candidats de la bourgeoisie, il est indispensable que le monde du travail se fasse entendre. C'est la seule chose utile que nous pourrions faire dans ces prochaines élections, que de voter pour un candidat qui soit des nôtres, Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile, candidat du Nouveau parti anticapitaliste à la présidentielle. Un candidat du monde du travail, qui en portera les revendications immédiates essentielles : interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, embauche de tous les précaires, partage du travail entre tous, augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, liberté de circulation pour tous les travailleurs.

**La remontée des luttes a créé la surprise au printemps dernier. Un bon score pour le candidat ouvrier serait une autre surprise, fructueuse surtout si elle annonçait de nouveaux printemps pour nos luttes !**

**La hache de guerre**

Le directeur RH Chéreau est venu se pavaner devant les équipes RH de France pour les féliciter d'avoir bien œuvré dans l'accompagnement de milliers de salariés vers la porte de sortie. Et pour 2017 ? Il faudra continuer sur la lancée, préviens Tavares dit « PDG agile » qui a fait le déplacement pour bien enfoncer le clou.

Les RH vont devoir faire tous les recoins pour trouver de nouveau candidats aux départs ou faire la danse du DEAC autour d'un feu. Ugh !

**Du beurre dans les épinards d'Eurest**

Sur PSA Carrières, la direction annonce 1 % d'augmentation au self à la rentrée janvier 2017. Alors qu'elle se targue que ses AGs couvrent l'inflation, cette augmentation supérieure à l'AG de 0,4 % décidée lors du NEC est synonyme de baisse de notre pouvoir d'achat.

Voici une bonne raison de réclamer de véritable augmentation pour tous !

**Nos RTT ne sont pas à vendre**

La direction nous propose d'utiliser nos RTT pour acheter ses voitures. Si elle croit que cela compensera notre baisse de pouvoir d'achat, elle se fourre le doigt dans l'œil.

Nous ce que l'on veut c'est garder nos RTT pour se reposer et des vraies augmentations !

**Économie planifiée de la misère**

Waouh, c'est le demi-13e mois ! Merci patron de décider que c'est en juin et en novembre que nous avons besoin d'argent. Mais, entre nous, t'aurais pas besoin de gérer nos finances si elles étaient correctes.

Aux oubliettes les cache-sexes des mauvais salaires, et vive 12 treizième mois par an !

**On est tous des Jérôme !**

La direction a décidé de licencier Jérôme Van Geertsom, un militant CGT de PSA Poissy qui avait dénoncé un problème de sécurité. Elle a monté un dossier bidon, embarrassée par l'action efficace et populaire des militants contre l'insécurité sur les chaînes de montage.

Lundi 21 novembre, 130 de ses collègues ont débrayé pour exiger sa réintégration.

La direction vire ceux qui protègent la sécurité de nos collègues. Demandons lui des comptes.

**Licenciements en chaîne**

Selon les chiffres de la direction : à PSA Poissy, de janvier à octobre, il y avait déjà eu 178 entretiens préalables à sanction et 123 sanctions dont 11 licenciements. Cette agressivité de PSA a pour but de préparer une baisse radicale des effectifs à l'usine, d'aggraver les conditions de travail et de pousser au départ les salariés à des conditions de moins en moins favorables.

Plus de baignoles faites par moins de salariés, un rêve que la direction met en œuvre avec acharnement.

**Impunités pour les violences policières**

Le policier qui avait frappé violemment au visage un lycéen de Bergson à Paris lors de la mobilisation contre la loi travail vient d'être condamné à huit mois de prison avec sursis, sans inscription dans le casier, ce qui lui permet de continuer à exercer son métier.

La vidéo des faits rendait difficile l'abandon des poursuites, pratique en vigueur dans la plupart des cas de violences policières – violences qui se sont multipliées dans les manifestations du printemps dernier. Mais finir par un procès sans condamnation est une comédie qui vise aussi à dédouaner les commanditaires politiques de ces agissements policiers.

**30 000 licenciés pour 1 % de marge en plus**

Vendredi dernier, Volkswagen a annoncé supprimer près de 30 000 emplois d'ici 2025, dont 23 000 en Allemagne. Sans licenciements secs, prétend la direction : pré-retraites, temps partiels, etc. Mais licenciements de toute façon secs pour les milliers de salariés en contrats précaires, sans parler de ceux des entreprises sous-traitantes. L'objectif : augmenter de 25 % la productivité sur le dos de ceux qui restent, sous prétexte de redresser des comptes affaiblis par les pénalités dues au scandale des moteurs diesel truqués. Bref, les patrons trichent... et les travailleurs paieraient la note ?

L'idée clairement affichée est de faire passer à 4 % la bien-nommée « marge d'exploitation » de la marque.

Ce qui s'annonce chez Volkswagen menace les salariés bien au-delà. Déjà dans les années 2000, c'étaient les restructurations chez Volkswagen, laboratoire de la casse sociale, qui avaient inspiré les réformes « Hartz » (du nom de son ancien directeur) : une série brutale d'attaques contre le monde du travail.

**Liaisons dangereuses**

L'ONG française Sherpa a porté plainte le 15 novembre contre le groupe cimentier français pour « financement du terrorisme » et « mise en danger d'autrui ». En effet, en 2013-2014, cette entreprise exploitait une cimenterie à Jalabiya en Syrie près de Rakka, zone alors contrôlée par Daesh. La firme payait des droits de passage à l'organisation terroriste déjà connue pour ses crimes et risquait en toute connaissance de cause la vie de ses salariés – dont certains furent victimes d'enlèvements – pour maintenir l'activité très rentable du site.

Lafarge est prêt à composer avec n'importe qui pour faire du fric, comme tous les capitalistes, à commencer par les fabricants d'armes du genre Dassault.